

**Service eau et risques**

Unité milieux aquatiques et ressource en eau

Tél : 04-66-62-63-52

Mail : ddtm-ser@gard.gouv.fr

**ARRÊTÉ N° 30-2022-06-16-00003**  
instaurant des mesures de restriction temporaire  
des usages de l'eau dans le Gard

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** La directive n° 2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

**VU** Le code de l'environnement, notamment les articles L211-3, L216-4 et R211-66 à R211-70 ;

**VU** Le code des collectivités territoriales, notamment les articles L2212 et L2215 ;

**VU** Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-246 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

**VU** Le décret du 17 février 2021 nommant Mme Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;

**VU** L'arrêté cadre départemental n° 30-2019-07-02-006 du 2 juillet 2018, définissant les seuils de vigilance et les mesures exceptionnelles de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans le Gard ;

**VU** L'arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 1984 portant règlement d'eau du barrage écrêteur de crues de Sénéchas, sur la Cèze ;

**VU** L'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-03-00003 du 3 juin 2022 instaurant des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le département du Gard

**VU** L'arrêté préfectoral n° 07-2022-06-13-00004 du 13 juin 2022 instaurant des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le département de l'Ardèche ;

**VU** L'arrêté préfectoral n° 2022-06-DS-0391 du 10 juin 2022 instaurant des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le département de l'Hérault ;

**VU** L'arrêté préfectoral n° DDT-BIEF-2022-152-0001 du 1 juin 2022 appelant les usagers de l'eau à la vigilance dans le département de la Lozère ;

**VU** L'arrêté préfectoral n° 92-2022-du 31 mai 2022 instaurant des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le département des Bouches du Rhône ;

**VU** Les arrêtés préfectoraux du 13 juin 2022 instaurant des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le département du Vaucluse ;

**VU** L'avis du comité départemental de la ressource en eau pour le suivi de la sécheresse du 14 juin 2022 ;

**CONSIDERANT** Que le mois de mai 2022 est le plus chaud jamais enregistré à Nîmes depuis 1922, le 2<sup>ème</sup> mois le plus sec depuis 1959, et que l'indice d'humidité des sols agrégé sur le Gard présente un niveau historiquement bas ;

**CONSIDERANT** Que le débit du Vidourle a franchi le seuil d'alerte depuis plusieurs jours consécutifs au niveau de la station hydrométrique de Sommières, et le faible débit mesuré sur les affluents de la partie aval du bassin versant ;

**CONSIDERANT** Que le barrage de Sénéchas n'a pas atteint la cote de remplissage de 252,00 m NGF, et que le débit naturel de la Cèze en amont du barrage est très inférieur à 500 l/s, ce qui peut provoquer un abaissement du plan d'eau et remettre en cause la capacité de soutien d'étiage du barrage sur les mois de juillet, août et septembre, en l'absence de modulation du débit de sortie ;

**CONSIDERANT** Que la Cèze amont, a franchi le seuil d'alerte au niveau de la station hydrométrique de Bessèges, et que les affluents présentent également des débits faibles pour la saison ;

**CONSIDERANT** Que la Cèze à l'aval du pont de Tharoux, a franchi le seuil d'alerte au niveau de la station hydrométrique de La Roque sur Cèze, et que les affluents présentent également des débits faibles pour la saison ;

**CONSIDERANT** Que selon les prévisions de Météo France, les températures vont rester au-dessus des normales de saison et qu'il n'y a pas de pluie significative annoncée au cours des prochains jours ;

**CONSIDERANT** Que dans ces conditions, la baisse des niveaux des nappes et des cours d'eau pourraient se poursuivre ;

**CONSIDERANT** Que le préfet de l'Ardèche, par arrêté préfectoral n° 07-2022-06-03-00001 du 3 juin 2022, a classé en alerte le bassin versant de l'Ardèche ;

**CONSIDERANT** Que la modulation des débits restitués par le barrage de Sénéchas doit être maintenue afin de prolonger le soutien d'étiage de la Cèze tout au long de l'été et satisfaire aux usages prioritaires de l'eau dans les pics de demande ;

**CONSIDERANT** Que la modulation des débits de restitution du barrage de Sénéchas n'est pas de nature à remettre en cause le rôle de protection contre les crues de cet ouvrage ;

**CONSIDÉRANT** que, compte tenu de cette situation, il y a lieu de prendre des mesures de sensibilisation et de restrictions d'usage de l'eau pour garantir les usages prioritaires d'alimentation en eau potable, de sécurité et de salubrité publique ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Approbation de l'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-03-00003**

L'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-03-00003 du 3 juin 2022 instaurant des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau est abrogé.

## ARTICLE 2 : Limitation des usages de l'eau

Les mesures de restriction des usages de l'eau sont définies dans l'arrêté cadre départemental n° 30-2018-07-02-006 du 2 juillet 2018 et sont rappelées en annexe du présent arrêté. Les niveaux de restrictions des zones d'alerte sont présentés dans le tableau ci-après :

Code de la zone d'alerte	Libellé de la zone d'alerte	Mesures de restriction des usages de l'eau	
1	Ardèche (partie Gardoise)	Alerte	Yellow
2	Dourbie et Trévezel	Vigilance	Grey
3	Gardons Amont de ses sources à la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran	Alerte	Yellow
4	Gardon Aval de la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran jusqu'au Rhône	Alerte	Yellow
5	Cèze Amont de sa source à sa confluence avec la Claysse (ruisseau de la Claysse inclus)	Alerte renforcée	Orange
6	Cèze Aval de sa confluence avec la Claysse jusqu'à sa confluence avec le Rhône	Alerte renforcée	Orange
7	Vidourle (communes gardoises)	Alerte renforcée	Orange
8	Hérault Amont (communes gardoises)	Alerte	Yellow
9	Rhône (communes gardoises) et Camargue gardoise	Vigilance	Grey
10	Vistrenque, Costières et Vistre	Vigilance	Grey

Ces mesures s'appliquent selon l'implantation du point de prélèvement, et quelle que soit la ressource en eau prélevée (superficielle ou souterraine), sauf protocole de gestion validé par le service police de l'eau en amont de la période d'étiage considérée.

Les mesures de restrictions aux usages dont l'eau provient de la nappe d'accompagnement du Rhône ou du canal BRL alimenté par le Rhône sont concernées par la zone 9.

Les restrictions ne sont pas applicables aux usages dont l'eau provient des retenues dont l'eau a été stockée en période où la ressource était abondante.

## ARTICLE 3 : Dérogation au soutien d'étiage du barrage de Sénéchas

Par dérogation à l'article 4 de l'arrêté inter-départemental du 17 décembre 1984 portant règlement d'eau du barrage de Sénéchas :

- tant que le débit naturel de la Cèze en amont du barrage est inférieur à 500 l/s, les vannes du barrage sont manoeuvrées de façon à restituer à l'aval du barrage des débits respectant la modulation validée par le service en charge de la police de l'eau, après consultation dématérialisée du comité sécheresse.

#### **ARTICLE 4 : Période de validité**

Les dispositions mentionnées aux articles 2 et 3 sont applicables à compter de la date de publication du présent arrêté et sont maintenues jusqu'au 31 octobre 2022 inclus.

En fonction de l'évolution des ressources en eau et des conditions climatiques sur le département, ces dispositions peuvent être renforcées, prolongées ou abrogées.

#### **ARTICLE 5 : Extension des mesures**

Les maires qui considèrent que la situation de la ressource en eau sur le territoire de leur commune le nécessite, peuvent prendre un arrêté complémentaire de restriction d'usage sous réserve qu'il soit plus contraignant que le présent arrêté. Le cas échéant, cet arrêté municipal doit être transmis au service de police de l'eau (DDTM service eau et risques, mail : ddtm-ser@gard.gouv.fr).

#### **ARTICLE 6 : Recherche des infractions**

En vue de rechercher et de constater les infractions, les services de l'État en charge de la police de l'eau, la gendarmerie nationale, la police nationale, la police municipale et les agents de l'office français de la biodiversité ont accès aux locaux ou lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions.

#### **ARTICLE 7 : Poursuites pénales**

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les particuliers, et 7 500 euros pour les personnes morales.

L'ensemble des frais induits par les contrôles sont mis, en cas de condamnation, à la charge de l'exploitant ou, à défaut, du propriétaire conformément à l'article L216-4 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 8 : Affichage et publicité**

Les dispositions du présent arrêté font l'objet d'une communication dans la presse locale. L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il est également adressé au maire de chaque commune concernée pour affichage à titre informatif.

Le présent arrêté est consultable:

- sur le site des services de l'État dans le Gard : <http://www.gard.gouv.fr/>
- sur le site PROPLUVIA du ministère de la transition écologique :  
<https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic>

#### **ARTICLE 9 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif compétent, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le chef du service départemental du Gard de l'office français de la biodiversité, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique ainsi que toute autorité de police, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée pour information au directeur de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé.

Nîmes, le 16/06/2022

La préfète,



**Marie-Françoise LECAILLON**